

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 1]
agissant également en qualité de représentante de [SUPPRIMÉ 2]

et en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 3]

concernant le compte bancaire d'Ida Marx

Numéros des requêtes: 215115/KG; 601060/KG¹

Montant de la décision d'attribution : 49,375.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ 1], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 1] »), concernant le compte d'Ida Marx, et sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ 3], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 3] ») (ci-après ensemble : « les requérantes »), concernant le compte de [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]^{2,3}. Cette décision d'attribution concerne le compte publié d'Ida Marx (ci-après : « la titulaire du compte ») auprès de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la Banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque, comme en l'espèce, le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

¹ La requérante [SUPPRIMÉ 3] avait soumis une requête, numéro B-01849, le 11 juin 1999, au *Holocaust Claims Processing Office* qui a été créé par le département des affaires bancaires de l'État de New York (ci-après : « HCPO »). Cette requête a été transférée par le HCPO au CRT, où le numéro 601060 lui a été attribué.

² Le CRT note que sur la liste publiée en février 2001 des comptes que le *Independent Committee of Eminent Persons* (ci-après : « l'ICEP ») a identifiés comme ayant probablement ou éventuellement appartenu à des victimes des persécutions nazies (ci-après : « la liste ICEP »), le nom d'Ida Marx figure quatre fois, comme suit: "Marx, Ida [France] [3]," "Marx, Mrs. Ida [Nice, France] [7]," "Marx, Frau Ida [1]," et "Marx, Frau Ida [1]." Cette décision d'attribution concerne le compte de "Marx, Frau Ida [1]." La requête déposée sur le compte additionnel figurant comme "Marx, Frau Ida [1]" a déjà fait l'objet d'une décision séparée en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 1]. Voir *In re Account of Ida Marx* (approuvée le 11 avril 2005). Dans le cas de ce dernier compte, à la différence du cas en l'espèce, les documents bancaires comprenaient des informations biographiques sur la titulaire du compte qui indiquaient clairement que le compte appartenait au parent de la requérante [SUPPRIMÉ 1]. En outre, lors de l'analyse effectuée par le CRT, ce dernier a conclu que les comptes publiés comme "Marx, Ida [France] [3]," et "Marx, Mrs. Ida [Nice, France] [7]," appartenaient à d'autres personnes qui n'ont pas été identifiées par la requérante [SUPPRIMÉ 1] ni par la requérante [SUPPRIMÉ 3] comme étant leurs parents.

³ La requête déposée par la requérante [SUPPRIMÉ 3] sur le compte de Rosa Weil, née Marx, fera l'objet d'une décision séparée.

Informations fournies par les requérantes

La requérante [SUPPRIMÉ 1]

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis un formulaire de requête dans lequel elle identifie la titulaire du compte comme étant sa grand-mère maternelle, Ida Marx, née Oppenheimer le 10 septembre 1877, à Würzburg, Allemagne, et qui avait épousé Bernhard Marx le 23 décembre 1898 à Nuremberg, Allemagne. La requérante [SUPPRIMÉ 1] ajoute que le couple avait eu deux filles : [SUPPRIMÉ], née le 7 juillet 1906 et décédée le 25 janvier 1996, et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], la mère de la requérante [SUPPRIMÉ 1], née le 17 juillet 1900 et qui a péri à Auschwitz le 7 août 1942.

La requérante [SUPPRIMÉ 1] indique que sa grand-mère, qui était juive, avait résidé au 20 Wolfgangstrasse à Frankfurt am Main, Allemagne, jusqu'en 1934, lorsqu'elle prit la fuite vers la Suisse, s'installant à la municipalité de Muralto, à Locarno, au 8 Via Sempione. Selon La requérante [SUPPRIMÉ 1], en 1940 sa grand-mère est partie pour Londres, Royaume Uni, pour prendre soin de sa sœur souffrante, et n'a pu rentrer en Suisse qu'en 1945. La requérante [SUPPRIMÉ 1] déclare que sa grand-mère est décédée à Zurich, Suisse, le 5 novembre 1962.

À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis plusieurs documents, notamment son propre acte de naissance, lequel indique que sa mère était [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] ; l'acte de mariage de sa grand-mère, lequel indique qu'elle s'appelait Ida Marx, née Oppenheimer ; une déclaration de la municipalité de Muralto, laquelle indique qu'Ida Marx y avait pris résidence à partir de 1934 ; le testament et dernières volontés d'Ida Marx, nommant pour héritières sa fille, [SUPPRIMÉ], et sa petite-fille, la requérante [SUPPRIMÉ 1] ; l'acte de décès d'[SUPPRIMÉ], lequel indique qu'elle était la fille d'Ida Marx ; et l'acte de naissance de la cousine de la requérante [SUPPRIMÉ 1], [SUPPRIMÉ 2], née [SUPPRIMÉ], lequel indique qu'elle a été adoptée par [SUPPRIMÉ].

La requérante [SUPPRIMÉ 1] déclare être née le 20 janvier 1925 à Karlsruhe, Allemagne. La requérante [SUPPRIMÉ 1] représente sa cousine, [SUPPRIMÉ 2], née [SUPPRIMÉ] le 8 septembre 1940 à Paris, France.

La requérante [SUPPRIMÉ 3]

La requérante [SUPPRIMÉ 3] a soumis un formulaire de requête au *Holocaust Claims Processing Office* (ci-après : « HCPO »), dans lequel elle identifie la titulaire du compte comme étant sa grand-mère maternelle, Ida Marx, née Neumann, qui avait épousé [SUPPRIMÉ]. La requérante [SUPPRIMÉ 3] indique que ses grands-parents, qui étaient juifs, résidaient à Hohebach, Allemagne, lieu de naissance de la mère de la requérante [SUPPRIMÉ 3], [SUPPRIMÉ], née le 8 août 1884. Lors d'une conversation téléphonique avec le CRT le 28 août 2005, la requérante [SUPPRIMÉ 3] indique qu'elle se rappelle avoir connu ses grands-parents lorsqu'elle était encore enfant et qu'ils sont tous deux décédés avant la Seconde Guerre mondiale. La requérante [SUPPRIMÉ 3] ajoute qu'en novembre 1941 sa mère, [SUPPRIMÉ], a été déportée dans un camp de concentration où elle a péri.

À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 3] a soumis son acte de naissance, lequel indique que sa mère s'appelait [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ].

La requérante [SUPPRIMÉ 3] indique être née le 5 février 1917 à Buchau am Federsee, Allemagne.

Informations contenues dans les documents bancaires

Les documents bancaires consistent en un registre de clôture de comptes numérotés. Il ressort de ces documents que la titulaire du compte était *Frau* (Mme) Ida Marx. Les documents bancaires ne contiennent aucune information biographique concernant la titulaire du compte. Les documents bancaires indiquent que la titulaire du compte détenait un compte numéroté de type inconnu, numéro 60231.

En outre, il ressort des documents bancaires que le compte a été transféré vers le compte de pertes et profits de la Banque le 31 décembre 1950. Le solde de ce compte le jour de son transfert était de 14.00 francs suisses.

Analyse effectuée par le CRT

Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des règles de procédure pour le règlement des requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les deux requêtes des requérantes en une seule procédure.

Identification de la titulaire du compte

Le nom de la grand-mère de la requérante [SUPPRIMÉ 1] et le nom de la grand-mère de la requérante [SUPPRIMÉ 3] correspondent au nom publié de la titulaire du compte. Les requérantes ont déclaré que le nom de mariée de leurs grands-mères respectives était Ida Marx, ce qui concorde avec le terme de référence publié de la titulaire du compte qui figure comme étant "*Frau*". Le CRT note que les documents bancaires ne contiennent pas d'informations spécifiques concernant la titulaire du compte, si ce n'est son nom.

À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis plusieurs documents, notamment l'acte de mariage d'Ida Marx ; une déclaration de la municipalité de Muralto ; et le testament et dernières volontés d'Ida Marx, apportant ainsi une vérification indépendante que la personne identifiée comme étant la titulaire du compte portait le même nom que la titulaire du compte selon les documents bancaires.

Le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ 3] a soumis un formulaire de requête au HCPO, dans lequel elle revendique un compte bancaire suisse appartenant à [SUPPRIMÉ], fille d'Ida Marx, avant la publication en février 2001 de la liste des comptes que le *Independent Committee of Eminent Persons* (ci-après : « l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») a identifiés comme ayant probablement ou éventuellement appartenu à des victimes des persécutions nazies (ci-après : « la liste ICEP »). Ceci indique que la requérante [SUPPRIMÉ 3] a basé sa requête non pas sur le fait qu'une personne identifiée dans la liste ICEP comme étant la titulaire d'un compte

en banque suisse portait le même nom que son parent, mais plutôt sur un lien familial direct qui lui était connu avant la publication de la liste ICEP. De plus, ceci indique que la requérante [SUPPRIMÉ 3] avait des raisons de croire que son parent était la titulaire d'un compte en banque suisse avant la publication de la liste ICEP. Ceci renforce la crédibilité de l'information fournie par la requérante [SUPPRIMÉ 3].

Le CRT note que le parent de la requérante [SUPPRIMÉ 1] et le parent de la requérante [SUPPRIMÉ 3] ne sont pas la même personne. Cependant, étant donné que les requérantes ont identifié toute l'information publiée concernant la titulaire du compte qui figure dans les documents bancaires ; que l'information soumise par chacune des requérantes renforce et en aucune manière ne contredit l'information qui figure dans les documents bancaires ; qu'il n'y a pas d'informations supplémentaires dans les documents bancaires qui permettraient au CRT de déterminer l'identité de la titulaire du compte ; et qu'il n'y a pas d'autres revendications concernant ce compte, le CRT conclut que de la requérante [SUPPRIMÉ 1] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] ont chacune identifié la titulaire du compte de façon plausible.

La titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. La requérante [SUPPRIMÉ 1] a affirmé que la titulaire du compte était juive et qu'en 1934 elle avait dû fuir l'Allemagne vers la Suisse. La requérante [SUPPRIMÉ 1] a également indiqué que la fille de la titulaire du compte a péri à Auschwitz.

La requérante [SUPPRIMÉ 3] a également démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. La requérante [SUPPRIMÉ 3] a affirmé que la titulaire du compte était juive. Le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ 3] a déclaré que la titulaire du compte était décédée avant le début de la Seconde Guerre mondiale, mais il note également qu'il n'est pas clair si elle était encore en vie lors de l'arrivée des nazis au pouvoir en janvier 1933. Cependant, même si la titulaire du compte est décédée avant l'arrivée des nazis au pouvoir, une des héritières de la titulaire du compte, sa fille [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], qui aurait hérité du compte en question, a été victime de persécutions nazies. En effet, la requérante [SUPPRIMÉ 3] a déclaré que [SUPPRIMÉ] était juive et qu'en 1941 elle a été déportée à Auschwitz, où elle a été assassinée.

Le lien de parenté entre les requérantes et la titulaire du compte

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a rendu vraisemblable qu'elle est apparentée à la titulaire du compte, en soumettant des informations spécifiques et des documents démontrant que la titulaire du compte était sa grand-mère et la grand-mère de sa cousine, [SUPPRIMÉ 2], qu'elle représente dans cette procédure. Ces documents comprennent le testament et dernières volontés de la titulaire du compte, lequel indique que la requérante [SUPPRIMÉ 1] était sa petite-fille ; l'acte de décès d'[SUPPRIMÉ], lequel indique que sa mère était Ida Marx ; et l'acte de naissance de [SUPPRIMÉ 2], lequel indique qu'elle a été adoptée par [SUPPRIMÉ].

La requérante [SUPPRIMÉ 3] a rendu vraisemblable qu'elle est apparentée à la titulaire du compte, en soumettant des informations spécifiques démontrant que la titulaire du compte était sa grand-mère maternelle. Le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ 3] a soumis un formulaire de requête au HCPO en 1999, dans lequel elle identifie la relation entre la titulaire du

compte et la requérante [SUPPRIMÉ 3], avant la publication en février 2001 de la liste ICEP. De plus, le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ 3] a soumis une copie de son acte de naissance, lequel indique que sa mère s'appelait [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], apportant ainsi une vérification indépendante que les parents de la requérante [SUPPRIMÉ 3] portaient le même nom de famille que la titulaire du compte. Finalement, le CRT note que l'information susmentionnée est de celles que seul un parent est susceptible de connaître, ce qui dénote que la requérante connaissait effectivement la titulaire du compte comme membre de sa famille. Tous ces renseignements renforcent la crédibilité de l'information fournie par la requérante [SUPPRIMÉ 3] quant à son lien de parenté avec la titulaire du compte, tel qu'elle l'a indiqué dans le formulaire de requête du HCPO.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Il ressort des documents bancaires que le compte a été transféré vers le compte de pertes et profits de la Banque le 31 décembre 1950.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérantes. En premier lieu, leurs requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 18 des règles de procédure. En second lieu, les requérantes ont démontré de manière plausible que la titulaire du compte était la grand-mère de chacune d'entre elles et ce lien de parenté justifie qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni la titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

Montant de la décision d'attribution

Dans le cas présent, la titulaire du compte était titulaire d'un compte de type inconnu. Les documents bancaires indiquent que le solde du compte était de 14.00 francs suisses en date du 31 décembre 1950. En application de l'article 31(1) des règles, ce montant est majoré de la somme de 390.00 francs suisses, qui reflète les frais prélevés sur les comptes numérotés et les frais bancaires standardisés prélevés sur ce compte entre 1945 et 1950. En conséquence, le solde ajusté du compte est de 404.00 francs suisses. En application de l'article 29 des règles, lorsque le solde d'un compte de type inconnu ne dépasse pas 3,950.00 francs suisses, en l'absence de preuve plausible du contraire, le solde du compte sera fixé à 3,950.00 francs suisses. Conformément à l'article 31(1) des règles, la valeur actuelle du compte est obtenue en multipliant le solde tel qu'il a été fixé en application de l'article 29, par un facteur de 12.5, produisant ainsi un montant total d'attribution de 49,375.00 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

En application de l'article 26 des règles, dans le cas où, d'une part, l'identité du titulaire du compte ne peut être déterminée précisément parce que les informations contenues dans les documents bancaires sont insuffisantes, et, d'autre part, plusieurs requérants non apparentés entre eux ont établi de manière plausible un lien de parenté avec une personne portant le même nom que le titulaire du compte, la décision d'attribution répartira le montant total du compte entre chaque requérant ou groupe de requérants selon un pourcentage correspondant aux principes de répartition qui s'appliqueraient normalement conformément aux présentes règles. En l'espèce,

chaque requérante a établi de manière plausible un lien de parenté avec une personne portant le même nom que la titulaire du compte. En conséquence, la requérante [SUPPRIMÉ 3] a le droit de recevoir la moitié de la somme totale d'attribution, et la requérante [SUPPRIMÉ 1] et [SUPPRIMÉ 2], qu'elle représente dans cette procédure, ont le droit de recevoir ensemble l'autre moitié de la somme totale d'attribution, à partager en application des règles.

En application de l'article si 23(2)(a) des règles, si le requérant a soumis le testament du titulaire du compte ou tout autre document successoral relatif au titulaire du compte, la décision d'attribution répartira le montant du compte entre tous les bénéficiaires nommés dans le testament ou dans le document successoral et ayant soumis une requête sur le compte. En outre, en application de l'article 23(2)(c) des règles, si le requérant base son droit sur une chaîne de succession mais n'a pas soumis une chaîne continue de testaments ou d'autres documents successoraux, le CRT pourra appliquer les principes généraux de distribution énoncés à l'article 23(1) pour combler les liens manquants dans la chaîne, suivant des principes de justice et d'équité.

Dans le cas présent, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis le testament et dernières volontés d'Ida Marx, nommant pour héritières sa fille, [SUPPRIMÉ], et sa petite-fille, la requérante [SUPPRIMÉ 1]. Le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ 1] n'a soumis aucun testament ni autre document successoral relatif à [SUPPRIMÉ]. Cependant, le CRT note que la partie représentée, [SUPPRIMÉ 2], est la fille adoptive d'[SUPPRIMÉ]. En application de l'article 23(1)(c) des règles, qui peut être invoqué en application de l'article 23(2)(c) mentionné ci-dessus, si le conjoint du titulaire du compte n'a pas soumis de requête sur le compte, la décision d'attribution répartira le montant du compte à parts égales, par représentation, entre les descendants du titulaire du compte ayant soumis une requête sur le compte. En conséquence, le CRT conclut qu'en application des règles et des principes de justice et d'équité, la partie (une moitié) de l'héritage d'Ida Marx revenant à [SUPPRIMÉ] revient, à son tour, à sa fille adoptive, [SUPPRIMÉ 2]. Par conséquent, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a le droit de se voir attribuer un quart de la somme totale d'attribution et [SUPPRIMÉ 2] a le droit de se voir attribuer un quart de la somme totale d'attribution.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe les requérantes que, conformément à l'article 20 des règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elles auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants Spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal
Le 30 novembre 2005